



ÉDITION ABONNÉS

Stocamine : l'État annule une étude car deux de ses auteurs sont favorables au déstockage

par **Thibault Vetter**.

Publié le 20 septembre 2023.

Imprimé le 26 septembre 2023 à 10:39

914 visites. 3 commentaires.

Alsace Nature négocie avec le ministère de la Transition écologique depuis janvier pour réaliser une expertise sur la faisabilité d'une extraction des déchets de Stocamine. Mais l'État refuse les géologues proposés par l'association, alors que l'un d'eux a déjà piloté une opération semblable en Suisse.

23 décembre 2022. Arnaud Schwartz, président de France nature environnement (FNE), fédération à laquelle appartient Alsace Nature, rencontre Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique. Il évoque alors différents sujets d'actualité, dont Stocamine, une décharge contenant 42 000 tonnes de déchets toxiques sous la nappe phréatique à Wittelsheim, près de Mulhouse. FNE et Alsace

Nature militent pour l'extraction de ces déchets alors que l'État finalise la procédure administrative pour obtenir l'autorisation de les confiner définitivement par un sarcophage de béton.

Ce jour là, Arnaud Schwartz obtient l'ouverture d'une discussion entre le ministère et Alsace Nature sur la faisabilité d'un déstockage. Dans ce contexte, Christophe Béchu demande à Cédric Bourillet, directeur de la prévention des risques (un poste important rattaché au ministère de la Transition écologique), de se rendre à Strasbourg le 20 janvier. Il y rencontre le préfet du Haut-Rhin, des membres d'Alsace Nature et Arnaud Schwartz.

Une dernière expertise

Au cours de la réunion, les écologistes remettent en question les contraintes techniques avancées par les services de l'État pour justifier le confinement. Pour rappel, après avoir [attendu de sortir les déchets pendant 20 ans](#) suite à un incendie qui a mis fin à l'activité du site, le gouvernement considère maintenant que la mine s'est trop détériorée et qu'un déstockage serait trop compliqué techniquement et dangereux pour les mineurs. Mais pour Alsace Nature et des professionnels spécialisés dans l'extraction des déchets, [les progrès de la technologie minière permettent de ressortir ces produits toxiques](#).

Cédric Bourillet se laisse alors convaincre d'initier une expertise sur la question, comme il l'expose dans une lettre datée du 11 avril et adressée à Arnaud Schwartz :

« Je vous propose qu'une équipe d'expertise puisse être constituée, en rassemblant les compétences des deux experts que vous souhaitez proposer, ainsi que de deux experts qui disposent de connaissances de dossiers similaires hors de nos frontières que nous avons identifiés. Ce groupe d'experts pourrait accéder librement au fond de la mine (en respectant naturellement les règles de sécurité minière) et à l'ensemble des informations et études disponibles.

Il pourrait produire son analyse relativement aux contraintes de déstockage et aux équipements à acquérir et mettre en place, à la possibilité de procéder à un déstockage et un confinement de façon simultanée, à la capacité à évacuer les déchets, aux enjeux de sécurité, au devenir des déchets éventuellement déstockés. »



En 2018, Stocamine expérimentait déjà la construction de barrages en béton pour confiner les déchets.
(Photo Pascal Bastien / Divergence)

Des géologues suisses pas assez « neutres » pour l'État

Cédric Bourillet planifie dans son courrier que les experts rendront leur analyse lors de la deuxième quinzaine du mois de mai, « afin que le ministre puisse prendre une décision fin mai ». Alsace Nature s'empresse alors de trouver des scientifiques qualifiés, et propose deux noms au ministère le 27 avril 2023 : les géologues suisses Marcos Buser et Walter Wildi, tous deux membres du comité de pilotage de Stocamine en 2011.

Le premier a même présidé le groupe de travail qui a piloté [un déstockage de déchets dans une mine à Sainte-Ursanne](#) en Suisse. Le second est professeur honoraire à l'université de Genève, il a dirigé [la Commission fédérale Suisse de sécurité nucléaire](#). Il se dit plutôt [favorable au confinement de déchets sous terre](#) bien qu'il ait pris position contre l'enfouissement à Stocamine.



L'État n'a pas autorisé Marcos Buser à entrer dans la mine. (Photo R. Zurbuchen)

Dans une lettre adressée à Arnaud Schwartz le 3 juillet, Cédric Bourillet explicite le refus de ces experts :

« Par différents échanges qui se sont tenus, y compris avec le cabinet du ministre, nous vous avons fait savoir que ce projet d'expertise, s'appuyant sur une revue d'ensemble des données disponibles, supposait la désignation d'experts dotés d'une neutralité en entrée de processus et que le ministère ne pouvait valider les deux personnes proposées, au vu de leurs positions déjà prises et connues. »

Une étude auto-financée

« Pour nous, Walter Wildi et Marcos Buser sont très compétents justement parce qu'ils connaissent le sujet depuis longtemps et leurs parcours professionnels leur donnent la légitimité nécessaire pour l'étude d'un projet de déstockage, qui est un savoir-faire très rare », indique François Zind, avocat d'Alsace Nature.

Dans un mail envoyé au cabinet du ministre le 23 mai, l'avocat souligne que ces experts « sont les seuls à avoir proposé dès 2011 (dans le cadre du comité de pilotage, NDLR) de prendre attache avec les entreprises spécialisées allemandes ou suisses pour une évaluation complète des solutions de déstockage ».

Le comité de pilotage en question, censé étudier toutes les possibilités d'évolution du dossier Stocamine, de l'extraction complète au confinement total, n'avait pas retenu cette proposition. « Dans l'histoire de Stocamine, l'État français n'a quasiment jamais sollicité de professionnels

spécifiquement qualifiés sur l'extraction des déchets, alors que [des exemples de déstockages très difficiles](#) existent en Suisse et en Allemagne », dénonce Marcos Buser, contacté par Rue89 Strasbourg.

Face au refus du ministère, Alsace Nature décide d'auto-financer l'expertise de Marcos Buser et Walter Wildi grâce à [une cagnotte](#) qui cumule plus de 35 000 euros début septembre. Et l'association de demander au préfet du Haut-Rhin, dans un courrier du 25 août 2023, de « permettre [aux] experts d'accéder au fond de mine, ainsi qu'au sein des galeries qu'ils détermineront comme pertinentes ». Requête restée sans réponse.



42 000 tonnes de déchets toxiques se trouvent sous la nappe phréatique à Wittelsheim. (Photo Pascal Bastien / Divergence)

« L'État reste sur son positionnement, le confinement à tout prix »

« Je suis condamné à travailler sur des documents », constate Marcos Buser. De son côté, Walter Wildi estime ne pas pouvoir « s'exprimer de façon responsable » sans accéder aux galeries. Désormais seul, Marcos Buser prévoit une publication de son étude à la mi-septembre. François Zind reste amer après cette manœuvre du ministère de la Transition écologique :

« J'ai le sentiment que l'État n'a jamais envisagé une expertise, qui aurait été capable de lui faire changer d'avis. Il reste sur son positionnement, le confinement à tout prix, malgré [ses défaites juridiques](#) qui ont retardé la construction du sarcophage de béton et [98% d'avis défavorables à l'enfouissement](#) lors de l'enquête publique. Le prétexte de la neutralité est mauvais, comment peut-on reprocher à quelqu'un d'avoir un positionnement sur le dossier Stocamine ?

Des scientifiques, la société civile et les collectivités locales concernées sont vent debout contre l'enfouissement car il menace une ressource en eau potable. Ce qu'il faut, c'est de l'objectivité et des compétences, et je pense que c'est ce que nous leur avons proposé. Le ministère se base aussi sur des études qui ne sont pas neutres, l'Ineris et le BRGM sont liés à l'État. »

Contacté, le ministère de l'Écologie n'a pas donné suite à la sollicitation de Rue89 Strasbourg. La préfecture du Haut-Rhin devrait publier l'arrêté préfectoral d'autorisation du chantier de confinement courant du mois de septembre. [Alsace Nature a porté plainte contre les dirigeants de Stocamine](#) le 18 septembre et saisi le juge des libertés pour demander l'interdiction des travaux.

ALLER PLUS LOIN

Sur Rue89 Strasbourg : [nos articles sur Stocamine](#)

3 COMMENTAIRES POSTÉS EN LIGNE

RETROUVEZ **CET ARTICLE** SUR NOTRE SITE !



<https://www.rue89strasbourg.com/stocamine-etat-annule-etude-auteurs-favorables-destockage-277791>